

# Enb

La  
**T  
R  
A  
N  
S  
N  
A  
V  
A  
R  
R  
A  
I  
S  
E**

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
13 août 2009  
N° 2089  
1,30 €

**Réforme territoriale  
avant-projet de loi**

**n'est pas passée !**

ISSN 0294-4596  
917702941459006



# Une vache (qui regarde passer les trains) n'y retrouverait pas son veau

**O**N sait Jean Grenet coutumier des affirmations péremptoires qu'il délivre avec un aplomb confondant. Ses propos publiés par le Journal du Pays Basque du 5 août dernier figureront assurément en bonne place dans l'anthologie des déclarations définitives du député-maire de Bayonne. L'interview réalisée par le JPB portait sur la ligne ferroviaire à grande vitesse et la desserte de la ville chère au cœur du premier magistrat.

Jean Grenet n'a jamais fait mystère de son soutien inconditionnel à la construction d'une voie nouvelle pour la traversée d'Iparralde. On se souviendra de son discours enflammé en ouverture de la réunion qui se voulait de concertation, organisée par RFF et les élus à la Maison des Associations de Bayonne il y a deux ans, pour réclamer, sans autre forme de procès, la construction immédiate d'une nouvelle voie. Notre député, qui ne prend que l'avion pour aller siéger à Paris, a mis un certain temps à saisir que la construction d'une voie nouvelle à travers la campagne basque menaçait tout bonnement de faire l'impasse sur l'arrêt dans sa bonne ville. A quoi servirait un train, si rapide soit-il, s'il ne s'arrête pas chez moi, s'est-il alarmé dès l'instant où il a commencé à réfléchir à la question?

Fort heureusement notre homme a trouvé, et, affirme-t-il, imposé la solution à qui de droit. La desserte de l'agglomération BAB se fera par la gare actuelle de Bayonne. Fort bien. Alors, le TGV circulera sur les voies existantes? Ou bien la voie nouvelle passera par le centre ville? Non point! On reliera la gare à la voie nouvelle tracée plus à l'Est par des «crochets», un en amont et un autre en aval. Nos amatxi d'antan qui maniaient si élégamment l'art du crochet n'auraient sans doute jamais imaginé être un jour plagiés par la SNCF!

Mais Jean Grenet oublie que véhémence ne rime pas forcément avec cohérence. Car, où sera le fameux gain de

temps, argument principal des promoteurs de la LGV, si le train est obligé de quitter son itinéraire rectiligne à 300 Km/h pour aller visiter le centre ville de Bayonne? Déjà, arrêter le TGV deux ou trois fois entre Dax et Astigarraga aurait fait singulièrement chuter ses performances. Mais lui faire quitter l'indispensable LGV pour aller faire un tour du côté de la Citadelle, c'est lui imposer le rythme du tortillard de Garazi!

Le député-maire a dû subodorer que crocheter une ligne à grande vitesse pour lui piquer quelques rames et sauvegarder ainsi la «centralité» de Bayonne, fragilisait quelque peu l'argument de la grande vitesse. Aussi, assène-t-il un argument massue: dans 30 ou 40 ans, il n'y aura plus de pétrole, plus d'essence dans les réservoirs. Donc, tout ce qui circule actuellement sur la route devra passer ailleurs. Deux questions toute bêtes à notre député. S'il n'y aura plus ni voiture ni camion dans trois décennies, pourquoi donc élargit-on l'A63 à six voies? Pourquoi fait-on des cadeaux somptueux pour attirer des enseignes telles qu'IKEA qui ne fonctionnent que grâce à des productions à bas coût, délocalisées en Chine ou ailleurs, des approvisionnements et des livraisons quasi exclusivement routiers, qui ne sont rentables que grâce à des bassins de chalandise de plusieurs dizaines de kilomètres?

Osera-t-on une suggestion à Jean Grenet? Pourquoi ne pas tout simplement attendre la fin de l'essence qu'il annonce pour demain? L'A63 sera alors vide, il suffira d'y poser des rails pour y faire passer le TGV. Son petit-fils, qui n'en doutons pas, sera alors député-maire de Bayonne, tant les riverains de la Nive et de l'Adour sont attachés à la dynastie fondée par Henri le Béglais, se fera une joie d'inaugurer la nouvelle ligne ferroviaire à six voies sur l'emplacement actuel de l'A63.

S'il vous plaît, Monsieur le député-maire, laissez-lui ce plaisir.

## «Mobilizazioek erranen!»

**B**AIONAKO Merkatal eta Industri Ganbarak Ipar Euskal Herriaren eta bere lurraldeen egoera ekonomikoari buruzko txostena atera du joan den ekainean.

Bertako sar hitzan, Berckmans lehendakariak azpimarratzen du, krisiak tokiko enpresa batzuri zailtasunak bizi arazten dituen une honetan espero dela zurrumbilo fasearen ondotik Ipar Euskal Herriak berriz berreskuratzea bere dinamismo ekonomikoa, hots:

- belaunaldi berrietan langintza-sorkuntza-kudeaketa gogoia.
- oreka ekonomikoa komertzio, zerbitzu, turismo eta industriaren artean ez dadin lurraldea aktibitate bakar batetaz dependente izan.
- tokiko enpresentzat erabaki hartzeko gaitasun autonomoa, orain arte %92,3 enpresek hemen bertan dutelarik beren egoitza soziala.

Zehazten ez dena da, lehendakariak zer baldintzatan onartuko duen dinamismo ekonomikoaren indartzea.

Oraiko trenbidea azpi erabilia delarik... abiadura handiko treinen bigarren bidearen alde Merkatal Ganbaratik etortzen diren argumentoek ez dute pentsarazten klima beroketa, petrolioaren xahutzea, kontsumo gehikeria, deslokalizatzeak (eskualdeen arteko konkurrentzia barne), laborantza lurren xahutzea, etab. konduan hartuak izanen direla sakonki...

Esperantza atxik dezagun jendarteak begiak idekiko dituela aski goiz Nantes-en den aireportu berriaren eraikitzeke proiektuaren kasuan itxura guzien arabera gertatzen ari den bazala. Proiektuak, orain arte PS, UMP, mundu ekonomiko, etabarren onespina zuen... Baina kraskatzen hasten da... eta gero eta gehiago alternatibak badirela oartzten da jendea. Nantes-en den aireportua beste molde batez erabiliz (pistak aldatuz), eskualdeko beste aireportu batzurekin partekatuz trafikoa, etab. Hots «betikoek» aitzinean eramaiten dituzten proiektuekin alternatibak sakonki ikertuz eta konparatuz!

Nantes-en eta hemen, «geroak erranen» atsotitza indartzeko, «mobilizazioek erranen» formula hauta eta gauza dezagun!



... qu'une étude de la Surfrider Foundation Europe, basée à Biarritz, prévoit la fermeture à la baignade de 10% des plages françaises d'ici 2015, pour cause de pollution. Le problème avec une plage, c'est que le seul côté qu'on ne peut pas fermer, c'est celui par lequel la pollution arrive!

... que le Vatican envisage de reconnaître les enfants de prêtres... afin de se protéger des actions en justice pour reconnaissance de paternité. On comprend maintenant pourquoi on les appelle «mon Père»...

... qu'à Bethléem, connu pour un SDF célèbre, le congrès des Palestiniens du Fatah donne lieu à un véritable défilé de voitures de luxe! Il fut un temps, où, sans l'aide humanitaire, on y multipliait les pains... Aujourd'hui, grâce à l'aide humanitaire, on y multiplie les limousines de libération nationale!

... que l'important magazine marocain *Tel quel*, associé au *Monde* ait réalisé, à l'occasion du dixième anniversaire de l'accession au trône de Mohammed VI, un sondage sur la popularité du roi. Bien que les résultats le plébiscitent, le ministre de l'Intérieur a saisi le journal au motif: «La monarchie ne peut être mise en équation, même par la voie d'un sondage». Depuis que Mohammed est au pouvoir la presse en rabat...

... qu'en Iran, 196 exécutions aient été enregistrées par Amnesty International entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 12 juin... dont 115 depuis la présidentielle qui a vu la réélection contestée de Mahmoud Ahmadi-nejad. A Téhéran, le nouveau shah ne fait pas dans le mou!

... que Ronnie Biggs, auteur de l'attaque du train postal Glasgow-Londres, plus connu comme «le cerveau», ait été libéré pour raisons de santé après trois hémorragies cérébrales. A 80 ans, «le cerveau» n'avait plus toute sa tête!

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Aberberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr



## La réforme territoriale, l'occasion de se poser des bonnes questions?

**D**ÉCENTRALISATION ou recentralisation sur la Région: on le sait maintenant, le gouvernement s'emploie avec la détermination qu'on lui connaît, à la suppression d'une ou plusieurs feuilles du millefeuille tant décrié par tous comme le «mal français». Dans le fond, qui serait contre la suppression de doublons, de lenteurs administratives, de négociations interminables en ménageant les susceptibilités de nos «chers» élus. Qui n'a pas monté des dossiers d'implantation ou de subvention pour une



entreprise ou une association ignore la situation ubuesque ici mentionnée...

**Le nouveau centre: Bordeaux**  
La décentralisation risque fort de s'accompagner d'une centralisation bordelaise (le girondisme jacobin ou le jacobinisme girondin). Mais pour nous, qu'avons-nous à gagner ou à perdre dans cette recomposition territoriale, devons-nous nous impliquer et sauver Pau? Va-t-on se plaindre, par exemple, que l'immeuble rutilant de la Chambre d'agriculture paloise, à orientation céréalière, culture extensive et ogm, doive déménager pour tout ou partie à Bordeaux? Nous avons évoqué, depuis longtemps, qu'à coût de fonctionnement équivalent ou moindre, 30% ou 40% des permanents puissent être transférés en mission EHLG ou leur équivalent coût mis à disposition de ce même organisme.

Va-t-on se plaindre que le Conseil général grand pourfendeur de velléité d'autogestion du Pays Basque soit menacé, à terme, d'implosion (nous avons tous présents en mémoire les réactions béarnaises sur toutes

### Pantxo Bimboire

nos initiatives: foncier, langue, université, lurrama etc.). Bien sûr, certains évoqueront l'action bénéfique du Conseil général au Garapen konseilua, mais d'autres souligneront son rôle de pare-feu contre une revendication légitime plus audacieuse. Qui lira ces lignes, jugera!

### Des conséquences mal connues et des rôles à redistribuer

Le Garapen konseilua: initiative récente de son président et rencontre avec M. Balladur et MAM, pour signifier qu'il veut avoir une «vie après la réforme» et que des souhaits restent encore non comblés, il assure sa légitimité politique sur le Conseil des élus. Mais il sera pris dans ce tourbillon: les élus seront touchés par la réforme (quelles prérogatives garderont-ils?), les études qu'il mène risquent d'être de plus en plus intégrées dans des macro-études aquitaines (exemple développement durable, agenda 21, l'eau, etc.), quelle sera sa capacité d'initiative? (déjà, nous sommes témoins du manque de cohérence sur le terrain avec les initiatives des grands élus, ou de la super concentration Cabab, en particulier dans le domaine du développement durable). La CCI: il est maintenant clair que le gouvernement est attiré par le scénario «guichet» (Bayonne est le guichet de la CCI de la région Aquitaine, une seule CCI par région). C'est la situation la pire pour nous. Nous avions arraché, grâce aux élus de Soule, que la CCI soit le seul organisme dont le périmètre d'action soit identique à celui d'Iparralde. Avec la réforme, nous perdrons les capacités de politique économique (budget, contractualisation, investissement, gestion de personnel), mais aussi les acquisitions foncières, les centres de formation (gestion, estia, langues), notre trésorerie, et diverses conséquences comme par exemple: notre action pour attirer des industriels, etc.

**Des interrogations sur les dossiers en cours**  
Bouleversements à envisager, par exemple, quelle est la signification pour la région d'un dossier comme la marque territoriale? il y a fort à parier

que le dossier mourra de sa belle mort, s'il est repris par un délégué régional qui devra traiter avec le même zèle (égalité républicaine oblige) le dossier de la marque «landes de gascogne» ou «Périgord noir»...

### Comment en sortir?

La politique au sens noble ou le débat d'idées doit avoir sa place. La réforme des collectivités de l'Etat peut être une bonne chose et gardons nous des combats d'arrière-garde: du type département contre région, par exemple.

Au sein de Batera, mais aussi dans d'autres sphères d'influence, il semble de plus en plus clair, aux yeux de certains, qu'il manque une dimension (la 5<sup>e</sup>) économique. Faut-il un embryon d'Agence économique?

S'il s'agit d'en jeter les bases, il faudra que les liens se nouent avec des pans entiers de la société du Pays Basque, n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble...

Je pense ici aux leaders d'opinion (créateurs d'emploi ou de richesse), je pense aussi aux acteurs CCI élus ou salariés, mais aussi à la Chambre de métiers, et j'inclue aussi les milieux agricoles (car je suis de ceux qui pensent qu'il y a une intégration possible de l'économie agro-alimentaire).

Mais je pense aussi aux élus de tout bord et de bonne volonté, prêts à travailler à cette Agence. J'en oublie...

Quand et comment faudra-t-il faire cette révolution mentale dans AB ou avec Lantegiak? Comment y inclure les stratégies personnelles... des élus mais des autres aussi?

Partir d'un document écrit, et le faire vivre, fédérer, qui pourrait porter ce projet... (un élu significatif qui aurait le temps)?

Quand se décider, et quelle instance doit mourir pour débloquer les attitudes courageuses?

Quels seront ses financements et ses partenaires?

Beaucoup de questions et peu de réponses, mais cela vaut la peine de phosphorer et de nouer des liens transverses. Les mois futurs seront importants et les nouveaux candidats des élections territoriales reprendront-ils, dans leurs programmes, des thèmes qui sauront éviter le ronron convenu des oppositions sclérosantes droite/gauche et de leurs jeux de rôles.



# Avant-projet de la loi pour

Le Rapport Balladur, dont Enbata s'est fait l'écho (n°2065, 2070 et 2084), portant sur la réforme territoriale doit s'en saisir dans les jours qui viennent pour le proposer au vote du Sénat en 1<sup>ère</sup> lecture, en septembre. L

Nous publions, ci-après un document de première synthèse, réalisé par KPMG-secteur public, qui

## 1. Rénovation de l'exercice de la démocratie locale

### Les conseillers territoriaux

Les conseillers territoriaux remplaceraient les conseillers généraux et conseillers régionaux:

● Les conseillers territoriaux siègent au Conseil général de leur département d'élection et au Conseil régional de la région à laquelle appartient leur département:

— Ils sont élus pour six ans et sont rééligibles;

— Les assemblées du Conseil régional et du Conseil général sont renouvelées intégralement tous les 6 ans (nouveau pour les Conseils généraux).

● Les modalités d'élection des conseillers territoriaux ne sont pas encore fixées dans cette version du texte.

### Le statut de l' élu

● La formation des élus serait confor-

tée par l'instauration d'un crédit annuel minimum égal à 5% des indemnités versées et un maximum relevé à 30% de l'enveloppe totale des indemnités des élus (reprise de proposition APVF – livre blanc de novembre 2005);

● Les allocations de fin de mandat seraient élargies aux mandats des communes inférieurs à 1.000 habitants (actuellement le seuil d'applicabilité est de 1.000 habitants);

● De même, le seuil d'applicabilité du congé électif pour les élus salariés serait applicable aux communes de moins de 500 habitants (actuellement le seuil d'applicabilité est de 3.500 habitants);

● L'enveloppe des indemnités serait désormais basée sur le nombre maximal d'adjoints et non plus sur le nombre réel. Cette évolution permettrait de dégager une marge de manœuvre pour relever les indemnités individuelles si le nombre d'adjoints devaient être inférieur au nombre maximal

prévu par la loi;

● Enfin, la loi élargirait aux délégués des communes dans les Communautés de communes, la possibilité de percevoir un régime indemnitaire (à l'instar du régime existant dans les Communautés d'agglomération et urbaine) mais celui-ci serait calculé au sein de l'enveloppe destinée à indemniser le Président et les vice-présidents (régime différent de celui applicable aux CA et CU de plus de 100.000 habitants).

### L'élection au suffrage universel direct des délégués communautaires

Pour les communes de 500 habitants et plus, les délégués communautaires seraient élus en même temps que les conseillers municipaux dans l'ordre de la liste municipale («système du fléchage») à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne. Pour les communes de moins de 500 habitants, le système reste identique au système actuel (désignation par un vote du conseil municipal).

La mise en place de ce système suppose différentes adaptations du système électoral actuel en particulier:

● le passage à une élection de liste non modifiable pour les communes comprises entre 500 et 3.500 habitants;

● l'adaptation du nombre et de la répartition des sièges au sein des Conseils communautaires. Ainsi, le nombre de sièges au sein du Conseil communautaire serait désormais défini par la loi de la façon suivante:

— un siège au minimum par commune membre;

— un siège supplémentaire en fonction des tranches de population.

— Les sièges sont répartis de manière proportionnelle entre les communes dont la population est supérieure au quotient de la population de la communauté par le nombre

Les conseillers territoriaux remplaceraient les conseillers généraux et conseillers régionaux.

Le projet de texte prévoit de renforcer les droits des élus en matière de formation, d'indemnisation ou d'absence pour les élus salariés.

Les délégués communautaires seraient élus en même temps que les conseillers municipaux dans l'ordre de la liste municipale («système du fléchage»).

Le nombre de sièges au sein du Conseil communautaire serait désormais défini par la loi.

de sièges à répartir.

— Exemple: pour une CA de 54.000 habitants, 36 sièges sont à répartir: seules les communes de plus de 1.500 habitants (54.000 / 36 = 1.500) ont droit à un siège supplémentaire.

— Un dispositif technique de limitation du nombre de sièges permet de s'assurer qu'une commune ne puisse avoir plus de la moitié des sièges au Conseil (comme le prévoit la loi aujourd'hui).

## 2. L'adaptation des structures à la diversité des territoires

### Une nouvelle collectivité territoriale à statut particulier: la Métropole

#### Les compétences et les conditions de création d'une Métropole

● La Métropole est une collectivité territoriale de plus de 500.000 habitants se substituant sur son territoire au département dont elle reprend les compétences, auxquelles s'ajoutent les compétences exercées par les communautés urbaines (à l'exception de la compétence «équilibre social de l'habitat» remplacée par «politique locale de l'habitat») et ajout de la compétence «amélioration du parc immobilier bâti».

Les métropoles devront définir, dans un délai de 2 ans, l'intérêt métropolitain pour les compétences liées aux équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs et dispositifs locaux de prévention de la délinquance. Néanmoins la Métropole ne dispose pas de la clause générale de compétence.

● En l'état actuel des limites territoriales des EPCI, sont concernées les agglomérations de Lyon, Lille, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Nice et Strasbourg.

● La Métropole est créée par un décret en Conseil d'Etat (à la demande des 2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse, ou à la demande du Conseil communautaire préexistant ou encore à la demande du Préfet) sous réserve de l'accord des 2/3 des communes représentant au moins 50% de la population totale ou 50% des communes représentant les 2/3 de la

population. Le Conseil général est consulté mais émet uniquement un avis facultatif.

#### Les grands principes de fonctionnement d'une Métropole

● Le Conseil de la Métropole est élu au suffrage universel direct selon des dispositions à définir par le code électoral.

● La Métropole s'administre comme un Conseil général (assemblée plénière, commission permanente), sauf exceptions liées à l'exercice des compétences intercommunales.

● Une commune peut conventionner avec la Métropole pour l'exercice par cette dernière d'une compétence pour le compte de la commune.

● La Métropole peut demander à exercer tout ou partie des compétences dévolues au conseil régional sous réserve de l'accord de ce dernier.

● Le texte prévoit pour la mise en œuvre des Métropoles:

— Le transfert automatique du pouvoir de police du maire associé aux compétences exercées par la Métropole;

— Le retrait automatique des EPCI à fiscalité propre des communes incluses dans le périmètre (et le cas échéant dissolution), la dissolution des syndicats inclus dans le périmètre sur compétences métropolitaines ou la représentation-substitution si le périmètre des syndicats préexistant était plus large.

— Le transfert des biens par mise à disposition pour un délai d'un an maximum puis en pleine propriété ensuite, à titre gratuit.

— Le transfert des personnels communaux et intercommunaux par mise à

Dans le prolongement des préconisations du rapport Balladur, l'avant-projet de loi prévoit la création d'une nouvelle collectivité territoriale pour les agglomérations de plus de 500.000 habitants dotées des compétences actuelles des communautés urbaines ainsi que du Département.

Le conseil de la Métropole est élu au suffrage universel direct selon des dispositions à définir par le code électoral.

Le périmètre du Département est modifié mais son siège peut rester au sein de la Métropole.

Jon, MAK-eko kantaria

## Ikertu, ikasi eta egin!

"Hip Hop-ak musikaren bidez  
hitza eta solasari indarra emaiten die!"



Mak taldea errepikan.

Le groupe de Rap euskaldun, MAK, est depuis 4 ans une sorte de pionnier en Iparralde dans ce genre musical. *Alda!* a rencontré Jon, le chanteur du groupe afin d'évoquer avec lui le parcours de MAK et de voir les différents moyens utilisés par des jeunes d'Iparralde pour vivre ici et partager leurs messages via le RAP en euskara !

MAKen lehen pausua duela lau urte pasatxo hasi ziren Iparraldeko gazte batzuek Bordalen zirelarik ikasketen garaian. Lagun arte giro, ordinagailu eta platina zaletuak zirenen denak eta denbora librean Rap sorkuntzan pasatzen zuten.

"Denek baginuen esperientzia ttiki bat Gaztetxeen munduan, musika talde ezberdinetan, etab. Biziki fite maketa bat aurkeztu ginuen 10 bat kanturekin Metak disketeari eta kasik

segidan CD bat atera zen 15 kanturekin. Jarraian kontzertuak bata bestearen ondotik egin ginituen. Lehen urte hortan agenda, logistika, etab arazoek tentsioa sortu dute gure artean musika kreazio ez zelako gehiago lehen-tasunetan" aitortzen digu Jonek.

▼  
*"Notre première année d'existence nous a permis de préciser ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas dans le monde de la musique."*

**Zer nahi dugu... eta nola lortu nahi dugu!**

Talde kideak esperientzia hortan uztea erabaki zuten urte bat kontzertuetan arizan ondoren.

Hala ere Jonek bere aldetik beti segitu du idazten... eta kontzertuen egin beharretarik kanpo "magia eta gogoia berreskuratu" idatzien grabatzeko eta laster maketa baten egiteko "mezuen zabaltzeko" parada erabiltzeko.

**"Kanal historiko" eta "Kanal akustiko"**

Laurent baxu jolearekin topaketa egin ondoren Mak-ek bigarren CDa musu truk ekoiztea lortzen du. Segidan bi ildoren jarraitzea erabakitzen du. Bata Hip Hop-arena (CDan dena, ordinagailu eta DJaren lanekin: "Kanal Historikoa") bestea Musikariak gehituz eta eszenatokiari lotua (Baxu, Bateria, Tekla, etab.: "Kanal Akustikoa").

"Lehen urtearen esperientziak lagundu gaitu kontzertuen zurrunbiloan ez gehiago erortzeko "Zer nahi ginuen, nun eta nola lortu, zer baldintzatan, etab". galderak argitzen edozoin engaiamendu hartu aintzin. Orain kontzertuetan dantzari bat edo



**Mak taldeko Jon!**

**Sorkuntzaren etapak...**

"Hasiera hasieratik ibilbide bat finkatu ginuen. "Zer nahi dugu?" galderari erantzuna ekarriz. Hip Hop-a musikaren bidez hitza eta solasari indarra emateko molde ona denez mezua osatu dugu eguneroko bizian ditugun filma, irakurketa, liburu, arte topaketa, etabarrek... Gure desmartzak artesia eta zientziaren kutsua baditu: etapa ezberdinak zehaztuz eta finkatuz... Bertsulariek egiten duten bezala pasatu nahi ginuen mezua finkatu ginuen hasieratik."

**Zein izan dira zuen inspirazio iturriak?**

"Konturatu ginen gogokoa ginuen Rap aldarrikatzaile ipar amerikarrak erabiltzen zituela Asiar mitologiako irudi batzu. Argi zen mitologiak egiten zuela gertakari zehatz batzuren esplikatzeko pertsonifikazio lan bat: sua, su mendia, lurreko indarra, etab. erensugearekin lotuz... Historio horiek errealtatea edo gure mundua azaltzeko lagungarri ziren bezala (Bai Japonian eta bai Euskal Herrian) guk ere erabaki dugu erensugearen erabiltzea. Liburutegietan aurkitutako Barandiaranen eta beste batzuren liburua irakurri ondoren gure lehen 3 diskoetan aipatzen den sua edo indar ikaragarria duen lur barneko sua eta ondotik dena erretzen duen sua... Sua Herria (urbanizazioa) bilakatzeko da edo azken finean gure barnean dugun ongi/ gaizkiaren aurkezteko irudia!"

**Euskara eta Rapa nola uztartu dituzue?**

"MAKen hasierako bertsioan bakoitzak bere hizkuntza erabiltzen zuen... Bigarren fasean nik euskaraz segitu dut! Eta hor nahitara euskarari lehenasuna eman diogu euskaraz rapatzen ahal dela erakusteko!"

Euskarak perfusio azpian agonizatzen ari den izaite baten itxura du. Zer egin? Publikoari erakutsi defendatzen dugula euskara. Baina ainitzetan ere gure artean, batek ez dakielarik euskara, frantsesera itzultzen gura ez baztertzeko... Frantses hiztunari behar dugu lortarazi sendi arazten garrantzitsua dela euskararen erabiltzea.

Bestalde, Norte Apache eta Selktha Kolekti-boak ere euskaraz Rapatzen dute eta orain erreferente euskaldunak baditugu Rap munduan.

Ene aldetik tailerrak ikastolan antolatzeko eta erakusteko parada ukan dut. Raparen bidez ere pasatzen ahal direla mezuak argi utziz... Hots, Euskal Rapa eredu bat izaiten ahal dela sendi araziz.

saxofoi jole bat ere integratzea lortzen dugu... eta internetean gure kantu batzuren musikak, ahotsak beti atxikiz, DJak bermoldatzen ditu."

Azkenik, europako gune aldernatiboetan (auto gestioa eta fatxismoaren aurkako kultura duten guneetan) ari girelarik, gure Rapa euskalduna ongi etorria eta onartua dela senditzen dugu. Noski, beti kantuen aurkezpen bat eta esplikazio historiko bat egiten dugu hasi aintzin. Baina musikak berak badaki mezuak pasatzen: piano bitxi/torturatu bat hautatuz geroz torturaren gaiari indar gehiago emanez, etab."

**Mihatu, xekatu kurisooa izan!**

"Kuriositatea pizten dugu gu aintzin pentsatu dutenak kontsultatuz. Hots begirada berezi bat eman behar da jakintzari buruz... Transmisioa garrantzitsua da eta hortako, zer egina izan den jakintzari buruz mihatzea lagungarri da.

Gure kulturaren ezagupenaren bidez, gure kulturaz harro izaitea lortzen dugu. Ez besteak baino hobek izaiteko... baina besteen heinean sendituz: ez gorago... ez apalago.



*"Consulter des livres, des recherches, etc. nous a toujours permis d'en connaître plus sur notre culture, et celle des autres."*

Estatu dominatzaileen aztaparretarik edo dirdira itsutzailleetatik at jakin behar dugu haien kulturaren ikasgaiak ere guretzat erabiltzen ipar amerikar beltzen ikaskizun edo frantses kantari "iraultzaileen" mezuak euskal ondarearen aberastasunarekin batera inspirazio iturri gisa hartuz."

**Galdezketatik antolakuntzara**

"Beti entseetzen gura bestearen ulertzea. Nahiz eta haren ibilbidea zaila izan. Imigrazioa bezalako gai batekin beti galdera egiten dugu gure buruari... "Zergatik atera dira beren herritik, zein dira beren bizi baldintzak han eta hemen, nola egin egoera aldatzeko beti ere injustiziak ttipituz, etab." Erantzun edo aterabide argirik ez bada beti ere analisisiek edo/eta hipotesiek nor berak bere herrian bizitzeko baldintzen aldarrikatzea eta garatzea garrantzitsua dela erakusten dute."



**Mak taldea, Bern-en.**

**Antolakuntza mailan preseski, baduzue ibilbide berezi bat...**

"Hemen auzo antolakuntza, asambladen bidez erabakien hartzea, etab. inportanteak dira. Hurbiltasun hori lantzea garrantzitsua da.

Alternatiben bila direnak ideia eta proiektu interesanteak garatzen dituzte baina badakigu gero eta gehiago arriskua dela banatze sistema haundiek beren interesen arabera errekupeztzea...

Hortako banatze sare hurbiletan garrantzitsua da arizaita ez tranpa horietan erortzeko edo enpresa erraldoietaz dependentsia ukaiteko!

Auto-gestioaren bidez supermerkatuen beharrik ez ginuke ukan behar...

Saia gaitezen merkatu lokalen edo herri merkatuen bidez bitartekari guziak salta araztea!"

**Gure gain hartu!**

Harreman hurbil horiek indartzen gaituzte!

Gure kasuan, musikaren industriarekin ezin ginuen ezer kontrolatu...

Ondorioz guk gure CDaren ekoizpenarako bide autonomoa erabili dugu. Bitartekari ahal bezain guti erabiliz.

Nahiago dugu zuzenean arizanez kontzertuetan gure CDak salduz edo emanez ekoizpen industriaren munduan itozteko beharrik ukan gabe bizi...

CDa esne pinta bat bezala tratatua ikusteko guttiago arrisku bada.

Guk kudeatu dugun sareataz harro gura eta independentzia bat emaiten digu!

Ni erakasle gisa ari banaiz ere beste kideak bizpahiru talderekin eta musika klaseekin musikaren bidez saiatzen dira bizitzen!"

**Bukatzeko, nola bizi duzue Euskal Herriaren egoera?**

"Euskal Herria kontrolatu, normalizatu eta asimilatze prozesu baten barnean dela senditzen dugu oraino ere... Ihardokitze erabiliak izan dira bi bide: edo instituzioetan parte hartzea edo manera sakon eta gogor baten bidez... Orain arte ez bata ez besteak ez digu aterabiderik eman. Bigarren bideak gaur egun Español (eta frantses) estatuko arduradun batzuri beren egiazko bisaia gerrazalea, aspalditik ezagutzen ginuen arren, agertarazi die. "Fumigar" edo "anihilatzaile" hitz eta xedeak ahoa bete ari direla eta itxura demokratikoa galtzen dute..."

Gu Raparen bidez Euskal Herri osoan gaindi euskaraz ari gura, etxean gura... Gure ibilbidea bera, Euskal Herriaren aitortza ezaren kontrako pausu bat da! Euskaraz Rapa egiten duten beste taldeekin kontzertuak, gogoetak, etab. naturalki eginez bi estatuek inposatzen diguten sasizko muga gaintzen dugu eta Euskal Herri batu bat eraikitzen!"



## Ito behar gaituen keak ze su dauka?

### Airetown Txikitown

Gure herri nagusiko pestetan euskararen eguna antolatu zuten gaztetxeok. Eguna, bazkari, kantu eta bertsolariak betetzen zuten, eta nola ez, gure tripek ere. Eta banderolek. Aspaldi baitu ez naizela puntako borroka guneetan ibiltzen, on egiten du noiztenka memoriak karten berritzeak, ura zubipetik doalako seinale, eta korrontean izan beharrean zubigainetik so gagozilako sendimendu arraroa senditzen delako marka, ahosabaian gaindi garagardo beltzararen gustu karatsarekin nahastika.

Eta banderola batek gogoia harrotu dit, karkaila zabala lehertarazi ere. Beste guziak klasikoak ziren, plaza eta pareta ilunetan higatu haietarik, *euskal herrian euskaraz, hizkuntza bat ez da galtzen ez dakitenek mintzatzen ez dutelako baina dakitenek mintzatzen ez dutelako, euskara mintzatu eta defendatu...* nahiz azken *defendatu* honek ere balukeen zer erranarazteko, defendatzea debekatzea ere baita zentro pentsatzaile urrunetarik deskart den lurralde (zilarra ez izanik ere) orlegiegi huntan. Baina atentzioa itzatu didana hau da: *iguzkia ikusten uzten ez diguten heinean, keaz estaliko diegu zerua*, eta jarraian, ez bietan baina letra larritan *jo ta ke irabazi arte*.

Ke istorio horrekin, *jotake* zaharrarekin lotura egin beharrean, baliabide solas galtzen gira, helburua iguzkia izan beharrean, kea bera bilakatzen baita, ke aintz dena itotzeraino...

Geniala izan zen ustegabeen, uste dut, bazkalondoko bertso-traman bertsolari hark kantatu zuenean, erromesaren papera burugainean, *bidean nabila baina ez dut argirik ikusten*, eta berantxago berriz, *badugu zeru bat polit eta argi, baina lagunak porruaren keaz du estali* (memoriaz ari naiz eta baliteke errima eta hitzak xuxen-xuxenak ez izatea). Kontziente edo inkontzienteki, gutiena da horren jakitea, hori da bertsolariak eskaintzen dizkigun *hic et nunc* gozagarri horietarik bat, gunea eta ueña txirikordatzeko flatx azkar horietarik, ariketa eskolar eta txapelkoiek nekez kausitzen (lantzen?) dutena.

Bai bitxia banderolaren eslogana, *min egiten didazue eta min eginen dizuet, piseak zirezte eta pisesago eginen dizuet, dena izorratuko duzue eta dena izorratuko dut...* azken finean *denak balio du, helburuak dena justifikatzen du*.

Adio etika, ez humanista baizik, iraultzailea ere, bederen azken mendean ulertzen zen moldeko hura, bainago hainbeste ke hitzemaitean, ze nola-ko su den ari lanean!

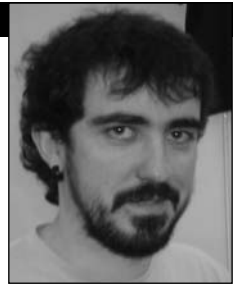
Nola zen zer hura? Zuhurrak ilargia erakusten duenean, zozoak eria duela ikusten?

Ba, garagardo beltzarana, karatsa ere, ona zen.

IBON ARTOLA

www.euskalherriasozialista.net-eko

## EH Sozialista<sup>(1/2)</sup>



### EHS aldizkaria Euskal Herriko militante, langile eta gazteen eguneroko borroketarako lagungarria

**Noiz, nola eta zertako sortu da Euskal Herria Sozialista?**

Euskal Herria Sozialista aldizkaria orain dela 3 urteko maiatzaren lehenean argitaratu zen lehendabiziko aldiz. Marxismoaren ideiak<sup>(1)</sup> Euskal Herrian zabaltzeko eta sozialismoaren<sup>(2)</sup> aldeko borroka bultzatzeko eta defendatzeko helburuarekin sortu genuen. Askapen nazionalaren eta sozialaren aldeko borrokan, uste genuen eta uste dugu oinarrikoak direla marxismoaren ideiak eta klaseko borrokaren historia aztertzea eta eztabaidatzea. Pentsatzen genuen aldizkaria lagungarri izango zela Euskal Herriko militante, langile eta gazteentzat euren eguneroko borroketarako.

Kapitalismoaren erasoan aurka eta politika erreformistaren ezagaitasunaren aurrean, iruditzen zaigu marxismoaren ideiak direla alternatiba. Marx eta Engelsek euren lehenengo idatziak egin zituztenetik ugariak izan dira marxismoaren aurkako erasoak, ideologia hau hilda dagoela ere sarritan aipatuz. Baina zergatik gastatzen dute hainbeste indar eta diru hilda dagoena erasotzen? Garbi dago burgesiak eta erreformistek badakitela krisi honen ondorioz langile eta gazte askok marxismoagatiko interesa izango dutela eta horri erabateko beldurra diote. Gure ahalegina, langile eta gazte guzti horiei marxismoaren ideiak ezagutaraztea izango da.

**Publiko zabalean eta belaunaldi berrietan zer molderen bidez hel arazten dituzue zuen gogoetak?**

✓*Liburu aurkezpenak.* Bi hilabetez behin aldizkariaren ale bat ateratzeaz gain marxismoaren klasikoak euskarara itzultzeko helburua hartu dugu. Dagoeneko hiru liburu itzuli ditugu: Marx eta Engelsen *Manifestu Komunista*, Rosa Luxemburgoren *Erreforma edo Iraultza* eta Leninen *Estatua eta Iraultza*. Momentuz, beste bi itzulpen ere bidean dira abenduko Durangoko Azokan argitaratzeko asmoarekin. Liburuaren itzulpenarekin batera hauen aurkezpenak egiten ditugu, bertan liburuaren edukiei buruzko hitzaldiaren ondoren eztabaida irekiz. Auzkezpen hauetan ikusi dugu jendeak interes handia duela marxismoaganako.

✓*Manifestaldietako parte hartzeak.* Gure aldizkaria zabaltzeko aukera onenetakoa manifestazioak dira. Ez da kasualitatea guk ahalegin berezi bat egitea manifestazioetara joateko eta bertako partaideei gure aldizkaria saltzeko. Ondo dakigu manifestazio horietan aurkituko ditugula Euskal Herriko militante aktibo eta borrokalarrienak, eta guretzat oso garrantzitsua da hauek ere aldizkariaren bitartez zer esaten dugu ezagutzea. Egia esan uste baino harrera hobea izan dugu eta dagoeneko hainbat erosle ditugu aldizkari guztiak erosten dizki-

gutenak. Horrelako jendea gabe ez litzateke posible gure aldizkaria kalera ateratzea.

✓*Hitzaldi eta tailerrak.* Liburu aurkezpenez gain hainbat hitzaldi antolatzen ditugu urtean zehar. Bertan gai ezberdinak jorratzen ditugu, beti ere marxismoaren ikuspuntutik: Amerika Latinako iraultza, errusiako iraultza, krisia... Euskal Herriko hainbat gaztetxetan izan gara dagoeneko mota honetako hitzaldiak ematen eta esan dezakegu oso esperientzia onak izan ditugula. Gazteriaren aurkako manipulazioa handia den arren komunikabideen partetik, hitzaldi hauetan ikusi dugu gazteek jarrera oso ona daukatela gauzak ikasteko eta baita mundu hobe bat izateko lan egiteko borondate handia ere. Bestalde, iaz lehenengo aldiz antolatu genituen jardunaldi marxistak Donostiako Ibaeta unibertsitatean eta esperientzia hain ondo atera zenez aurten ere antolatuko ditugu azaroan.

*(2/2 parte datorren Alda!n)*

□



<sup>(1)</sup>**Marxismoaren ideiak:** Mundu honetako arazoak konpontzeko gizarte sozialista bat eraikitzea beharrezkoa dela eta helburu horretarako lehen pausoa kapitalismoarekin amaitzea dela defendatzen du marxismoak. Baina sozialdemokraziak eta erreformistek defendatzen dutenaren aurrean, marxismoak dio langile klasearen, gazteri iraultzailearen eta gizarteko gainontzeko zapalduen ekintza kontziente eta antolatua bitartez soilik lortuko dela kapitalismoarekin amaitzea eta gizarte sozialista bat eraikitzea. Masa zapalduen borroka iraultzailearekin, hau da, masen mobilizazio, greba orokor eta altxamenduekin izango da posible mundu honetako arazoekin amaitzea eta gizarte sozialista bat eraikitzea.

<sup>(2)</sup>**Sozialismoa:** Kapitalismoan gertatzen den moduan, borroka indibidualen oinarritzen den gizarte batek ezin du sekula gizarte sozialista bat izan. Gutxiengo baten irabaziek zuzentzen dute kapitalismoa baina sozialismoa kulturak, kontzientziak eta gizon-emakumeen borondateak zuzenduko luke. Ekoizteko indarrak eta gainontzeko errekurtsuak herri-tar guztien kontrolpe demokratikoan egonik, gizateria aurretik ikusi gabeko mailetan garatzeko baldintzak sortuko lirateke. Herri-tarren beharrei aurre egiteko helburua hartuz, sozialismoak herri-tar guztien behar ekonomikoak, sozialak, kulturalak... asetzea bermatuko luke.

# Buvettes

## De la déclaration à la gestion, comment respecter les procédures administratives

Installer une buvette est un bon moyen pour toute association de dégager des bénéfices pour financer ses projets. Sa déclaration et sa gestion sont soumises à des procédures administratives dont une partie est détaillée dans cette Fiche. Des compléments d'information sont disponibles à la Bibliothèque de la Fondation, en consultant le numéro 110 de la revue "Associations Mode d'Emploi".

Une association qui veut ouvrir une buvette temporaire pour la durée des manifestations publiques qu'elle organise doit faire une demande d'autorisation, au moins quinze jours à l'avance, à la mairie du lieu d'ouverture.

Cette autorisation ne peut être délivrée que cinq fois par an pour chaque association et la durée de la manifestation ne peut excéder un court laps de temps (une fin de semaine par exemple).

Dans ces buvettes, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des deux premiers groupes (*Licence I* (1<sup>re</sup> catégorie, dite "licence des boissons sans alcool") et *Licence II* (2<sup>e</sup> catégorie, dite "licence des boissons fermentées").

Si la buvette temporaire est ouverte dans le cadre des six manifestations annuelles de soutien ou de bienfaisance que les associations peuvent organiser dont les recettes ne sont pas assujetties aux impôts commerciaux ni à la taxe sur les salaires, les recettes de la buvette ne sont également pas assujetties.

Toutefois, cette exonération sur les buvettes temporaires ne pourra concerner que cinq manifestations exceptionnelles par an.

Au-delà, l'ouverture d'un débit de boissons, même temporaire, donne lieu, du point de vue fiscal, à une déclaration.

Elle doit parvenir à la recette des douanes et des impôts indirects quelques jours avant la manifestation, accompagnée d'une copie certifiée conforme de l'autorisation délivrée par le maire. La déclaration mentionne la date et le lieu de vente, ainsi que les types et la quantité de boissons possédées.



### Prévention ivresse publique et protection des mineurs

Une buvette est bien entendu soumise à l'ensemble de la réglementation concernant la lutte contre l'ivresse publique et la protection des mineurs.

Il faudra donc se conformer à la législation en la matière et notamment ne pas servir d'alcool aux mineurs de moins de seize ans, penser à exposer de manière très visible l'ensemble des boissons non alcoolisées mises en vente.

De même, il vous faudra, bien évidemment refuser de servir une boisson alcoolisée à une personne manifestement ivre, sous peine de sanction pénale.

La Cour de cassation interprète très strictement cette disposition puisque, pour elle, "l'ivresse manifeste est un fait matériel qui peut être constaté à l'aide du témoignage des sens sans qu'il soit nécessaire que le rapport qui l'atteste relate à l'appui des signes particuliers".

### Sécurité

La buvette présente des risques d'accidents : coupure avec le verre (privilégier les Baso Berri, éviter les bouteilles en verre), électrocution liée à l'utilisation des appareils électriques (ne pas surcharger les prises, protéger les fils électriques des intempéries et veiller à ce qu'ils n'encombrent pas les lieux de passage), brûlure occasionnée par les boissons chaudes et les appareils de cuisson, explosion liée à l'utilisation de bouteilles de gaz.

Concernant les risques sanitaires : respecter les règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, se laver les mains régulièrement, maintenir la propreté du lieu de vente en ramassant gobelets et bouteilles vides et en prévoyant des poubelles à l'extérieur de la buvette, disposer d'installations réfrigérées pour les boissons et la conservation des denrées périssables (respecter la chaîne du froid).

### Assurance

Peut-être votre assurance ne couvre-t-elle pas les activités menées dans le cadre d'une buvette.

Prévenez votre assureur en précisant les lieux, les dates et la nature de la manifestation, le nombre de bénévoles (réguliers ou ponctuels), le matériel, loué, prêté ou appartenant à l'association, le public accueilli, etc.

□





# rtant réforme territoriale

est aujourd'hui devenu un Avant-projet de loi soumis au Conseil d'Etat pour avis. Le Conseil des ministres L'objectif de Sarkozy est une adoption définitive par le Parlement début 2010, avant les élections régionales. qui nourrira le débat prévu par le Conseil des élus du Pays Basque lors de son CA du 2 septembre.

disposition pour un délai d'un an maximum, et par transfert ensuite.

## Le financement des compétences transférées à la Métropole

● Le budget de la Métropole est retracé dans deux budgets annexes obligatoires, soumis à obligation d'équilibre qui retracent pour l'un les compétences départementales (M52) et pour l'autre les compétences reprises de l'ancien EPCI (M14), et un budget principal pour les charges communes et la totalité de la fiscalité, laquelle est reversée aux budgets annexes après ponction de la quotité finançant les charges communes.

● Les transferts de charges du département vers la Métropole s'accompagnent, pour les financer: — d'un transfert à la Métropole des recettes fiscales prélevées l'avant-dernière année par le département sur son territoire;

— de la part départementale de DGF assise sur la population concernée;

— d'une compensation financière, égale aux dépenses effectuées par le Conseil général sur une période de référence, et indexée ensuite sur la DGF. Son niveau initial est déterminé la 1<sup>ère</sup> année d'existence par une CLECT composée à parité de représentants de la métropole et du Conseil général, et présidée par le président de la CRC territorialement compétente (reprise du schéma appliqué pour les collectivités d'Outre-Mer) et est constaté par arrêté préfectoral.

— sauf accord unanime, les dépenses de fonctionnement sont compensées sur la base de la moyenne des trois dernières années, actualisées selon l'IPC (indice des prix à la consommation), tandis que les dépenses d'investissement sont compensées sur la base de la moyenne des dix dernières années (sauf voirie: cinq ans), actualisées selon l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques.

## Les impacts sur le Département

● Le Conseil général peut maintenir son siège dans une commune de la

métropole qui n'est du coup plus dans son périmètre géographique, après accord de celle-ci.

● Le SDIS continue d'exercer sur l'ensemble du territoire (département + Métropole). Le président du SDIS est choisi par accord entre les deux présidents, et à défaut d'accord par celui représentant la collectivité la plus peuplée (donc dans la plupart des cas celui de la Métropole).

L'avant-projet de loi vise à favoriser la fusion de communes par l'instauration de «communes nouvelles» sur le périmètre d'un établissement de coopération intercommunale de moins de 500.000 habitants.

## Les communes nouvelles

### Les compétences et les conditions de création d'une commune nouvelle.

L'avant-projet de loi vise à favoriser la fusion de communes par l'instauration de «communes nouvelles»

sur le périmètre d'un établissement de coopération intercommunale de moins de 500.000 habitants en se substituant à l'EPCI et l'ensemble des communes préexistantes sur le territoire. La commune nouvelle dispose donc de toutes les compétences de la commune, y compris la clause de compétence générale.

● La procédure de «transformation» de l'EPCI en «commune nouvelle» peut être engagée:

— par une majorité «super-qualifiée» des conseils municipaux (au moins 2/3 des conseils représentant les 2/3 de la population); — ou par le Conseil communautaire; — ou encore par le Préfet.

— Dans ces deux derniers cas l'initiative doit être soumise à l'accord des conseils municipaux qui délibèrent dans un délai de trois mois dans les conditions de majorité «super-qualifiée».

● La procédure est approuvée par un référendum sur le territoire. La création

de la commune nouvelle suppose l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés représentant au moins le 1/4 des inscrits. Elle est matérialisée par un arrêté préfectoral.

A titre provisoire, le conseil de la commune nouvelle est constitué selon un processus identique aux fusions de communes (cf. art 2113-7 du CGCT). La commune nouvelle dispose dès la 2<sup>ème</sup> année d'existence d'adhérer à un EPCI à fiscalité propre.

## La possibilité d'instituer au sein des communes nouvelles un découpage en «territoires» reprenant les anciennes limites communales.

Une commune nouvelle peut décider d'un découpage en «territoires» reprenant les anciennes limites communales. Un «territoire» peut être créé à la demande de la moitié au moins des communes représentant la moitié de la population.

● La commune nouvelle conserve, seule, la qualité de collectivité territoriale.

● Chaque «territoire» est doté d'un conseil de territoire, d'un maire de territoire, et d'une mairie de territoire où sont notamment établis les actes de l'état-civil. Le conseil de territoire fonctionne suivant les règles applicables aux conseils d'arrondissement de Paris, Marseille et Lyon, et les maires de territoire ont les mêmes prérogatives que les maires d'arrondissement de ces villes.

● Dans l'hypothèse où la commune nouvelle crée des territoires, elle ne peut alors pas adhérer à un nouvel EPCI à fiscalité propre.

● Enfin aucune indemnité n'est prévue pour les conseillers de territoire; l'indemnité de maire et d'adjoint au maire de territoire correspondrait à une minoration de 30 % des actuelles indemnités de maire et d'adjoint au maire.

● La suppression des territoires au sein d'une commune nouvelle reste possible et peut être arrêtée par le Préfet si le conseil municipal de la commune nouvelle en forme la demande à la majorité des 3/4.

## Les mécanismes financiers d'incitation à la création de communes nouvelles.

La loi prévoit un certain nombre de mécanismes financiers particulièrement incitatifs pour favoriser la création de communes nouvelles:

● Les mécanismes financiers incitatifs actuels prévus en cas de fusion de communes sont maintenus;

● Les communes nouvelles se voient par ailleurs affectées d'une dotation de consolidation égale à 10% de la dotation forfaitaire perçue la première année et évoluant de manière garantie comme le taux moyen de la DGF mise en répartition;

● Enfin, la commune nouvelle se voit bénéficier d'une garantie d'éligibilité pendant trois ans à la DGE et la DDR auxquelles l'EPCI était antérieurement éligible.

Les dispositions relatives aux «territoires» au sein des communes nouvelles semblent conçues pour en limiter la portée: impossibilité d'adhérer à un EPCI, pouvoirs très limités des maires de territoire, indemnités des élus moins favorables...

## Le regroupement des départements

L'avant-projet de loi comble une lacune du CGCT qui prévoyait cette possibilité pour les communes et les régions, mais pas pour les départements.

● Le regroupement de départements est initié:

— à la demande d'un ou plusieurs départements (soit par délibération, soit par référendum local à caractère décisionnel);

— si l'initiative est prise par un seul Département, le ou les autres départements ont six mois pour se prononcer.

● Le gouvernement conserve la faculté de donner ou non suite à l'initiative locale. Dans l'hypothèse où le gouvernement décide de donner suite, le représentant de l'Etat organise une consultation locale:

— A titre facultatif en cas de délibérations concordantes des Conseils généraux;

— A titre obligatoire en cas d'absence de délibérations concordantes.

● Le regroupement est ensuite décidé par décret en Conseil d'Etat, si le gouvernement souhaite encore y donner suite, et uniquement si le référendum a recueilli l'approbation de la majorité absolue des suffrages exprimés représentant 1/4 des inscrits.

## Le regroupement des régions

La procédure existante actuellement est modifiée et alignée sur la procédure proposée pour les Départements.

A noter: le texte — en l'état actuel de sa rédaction — ne semble pas prévoir le cas de fusion entre plusieurs départements et une région.

(Suite page 10)



# Avant-projet de la loi portant réforme territoriale

(Suite de la page 9)

## 3. Organisation des compétences des collectivités territoriales

### La répartition des compétences

L'avant-projet de loi renvoie à une loi ultérieure la répartition des compétences entre les différentes collectivités territoriales.

### Plusieurs principes sont posés dans le texte:

● La suppression de la notion d'intérêt départemental ou d'intérêt régional (articles L 3211-1 pour les Départements et L.4221-1 pour les Régions) se traduit pour le département et la région par la suppression de la clause dite de compétence générale. Ainsi, seules les communes continueraient-elles de disposer, outre des compétences attribuées par la loi, d'une compétence générale lui permettant d'agir en fonction de l'intérêt local.

● La notion de «blocs de compétences» est confortée et le texte précise que «les compétences sont exercées en tout ou partie par une seule catégorie de collectivité territoriale» ainsi le principe de spécialisation des compétences serait ainsi généralisé à l'ensemble des collectivités territoriales.

● Par le dispositif d'un «appel obligatoire à délégation de compétences», les collectivités régionales et départementales pourraient être contraintes de déléguer certaines compétences aux métropoles, EPCI ou communes dans le cadre d'un schéma à définir par elles-mêmes tout en conservant obligatoirement la fixation des orientations (la stratégie), le contrôle et l'évaluation. Cette possibilité permet ainsi aux régions et départements de déléguer la mise en œuvre opérationnelle d'une compétence sans pour autant se dessaisir des fonctions str-

tégiques. Le même dispositif pourra être mis en œuvre de façon facultative pour les compétences exclusives des départements et régions sauf si la loi l'interdit expressément.

Le département et la région ne disposeraient plus de la compétence générale.

● Le projet organise enfin l'exercice coordonné de certaines compétences (insertion professionnelle, tourisme,...) notamment en permettant la désignation d'une collectivité chef de file qui devrait alors assurer l'animation et la coordination de la compétence dans le cadre d'une approche contractuelle qui associerait l'ensemble des collectivités concernées.

### Les financements croisés

Le texte prévoit une limitation des possibilités de cofinancement:

La création d'un «appel obligatoire à délégation de compétences».

— ainsi tout maître d'ouvrage devra assurer un minimum de 50% du financement d'un projet tant en fonctionnement qu'en investissement;

— ce niveau minimal de participation des maîtres d'ouvrage au financement des opérations est ramené à 30% pour les opérations de renouvellement urbain et à 10% pour les opérations réalisées sur les monuments classés ainsi que pour les communes de moins de 2.000 habitants ou groupements de communes de moins de

Tout maître d'ouvrage devrait assurer un minimum de 50% du financement d'un projet.

20.000 habitants; — bien que régis par le principe de compétences exclusives, région et département pourraient néanmoins subventionner des investissements dont la maîtrise d'ouvrage serait assurée par les communes, EPCI ou Métropoles.

## 4. Le développement de l'intercommunalité

### La consécration par la loi des schémas départementaux de la coopération intercommunale

Les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) seront élaborés par le Préfet dans le cadre d'une procédure de consultation, et d'adoption obligatoire avant le 31 décembre 2011 (actualisés au moins tous les 6 ans), avec prise en compte des

objectifs suivants:

● Achèvement de la carte des EPCI à fiscalité propre (suppression des enclaves et discontinuités).

● Constitution «dans la mesure du possible» d'entités d'au moins 5.000 habitants.

● Amélioration de la cohérence spatiale au regard du périmètre des unités urbaines INSEE et des SCOT.

- Réduction du nombre de syndicats mixtes et de syndicats de communes.
- Abrogation du dispositif des Pays.

### Les dispositifs exceptionnels d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité

● Le Préfet peut jusqu'au 31 décembre 2012 fixer par arrêté tout projet de périmètre de nouvel EPCI pour mise en conformité avec le SDCI. Les communes disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. La proposition est acceptée par un accord exprimé à la majorité des communes représentant la majorité de la population (allègement de la majorité qualifiée pour faciliter l'achèvement du processus), puis matérialisée par un arrêté préfectoral.

● A défaut d'accord des communes, le Préfet peut, au cours de l'année civile 2013, créer par arrêté l'EPCI envisagé par lui après avis de la CDCI, laquelle peut imposer des modifications si votées aux 2/3 et si conformes aux principes cités ci-dessus (cf. § précédent). L'arrêté vaut retrait des structures des communes concernées des EPCI à fiscalité propre dont elles sont membres, et peut également porter sur les compétences de la nouvelle entité. A défaut, les communes ont six mois pour définir les compétences et l'intérêt communautaire. Passé ce délai, l'EPCI est réputé exercer la totalité des compétences prévues.

● Le Préfet dispose des mêmes prérogatives pour modifier le périmètre d'EPCI existants ou de fusions d'EPCI existants. A défaut d'accord, le pouvoir exceptionnel du Préfet est étendu au 31 décembre 2013.

● De même, afin de supprimer les enclaves et les discontinuités, le Préfet peut, par arrêté préfectoral à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, décider l'intégration de toute commune membre d'aucun EPCI à fiscalité propre ou génératrice d'une enclave ou d'une discontinuité, après avis du conseil municipal et de la CDCI.

● Enfin, le Préfet peut au cours des années 2012 et 2013 proposer la suppression de syndicats de communes ou de syndicats mixtes ou la modification de leurs périmètres pour mise en conformité avec le SDCI.

Un schéma départemental de coopération intercommunale devra être arrêté avant le 31 décembre 2011.

Le Préfet dispose de pouvoirs étendus jusqu'au 31 décembre 2013 pour mettre en conformité la carte intercommunale avec le schéma départemental de coopération intercommunale.

Le texte prévoit de supprimer la possibilité de créer de nouveaux Pays.

### La simplification des procédures de fusions des EPCI à fiscalité propre et des syndicats

Le texte prévoit une série de mesures permettant de simplifier la fusion des EPCI en:

● Assouplissant les modalités de sortie par les communes déjà membres d'un autre EPCI de celui-ci pour rejoindre la

structure fusionnée (l'accord de l'EPCI de départ restant requis, mais non plus celui d'une majorité qualifiée des communes qui le composent).

● Supprimant la nécessité de l'accord des EPCI préexistants (simple avis), la décision de fusion étant alors réservée aux seuls conseils municipaux (qui devraient désormais se prononcer également sur les statuts de la future structure, et non sur son seul périmètre). Cependant pour protéger l'EPCI le moins important, la majorité requise pour procéder à la fusion comprendrait 1/3 des conseils municipaux des communes de chaque EPCI antérieur pris séparément.

● Assouplissant les règles d'exercice des compétences:

— instauration d'une possibilité de reprise par les communes de compétences optionnelles dès lors que le nombre minimal de compétences optionnelles est atteint (cas de fusion de structures à périmètre de compétences hétérogènes);

— instauration d'un délai de deux ans pour redéfinir l'intérêt communautaire à l'échelle de l'EPCI fusionné (et à défaut, exercice sur la totalité de la compétence).

● Prorogeant les mandats des délégués jusqu'au premier conseil du nouvel EPCI.

De même le texte prévoit:

● L'instauration d'une procédure de fusion entre syndicats mixtes intercommunaux, entre syndicats mixtes fermés ou entre ces deux catégories (procédure similaire à la fusion des EPCI à fiscalité propre).

● La simplification des procédures de dissolution de syndicats de communes et de syndicats mixtes, notamment par un élargissement des cas de dissolution de plein droit en cas de:

— transfert de l'intégralité des compétences à un syndicat mixte (fin du dispositif de retour aux communes du patrimoine syndical suivi d'une adhésion par les communes au syndicat mixte avec apport en patrimoine, une «succession d'opérations patrimoniales source de difficultés et de lourdeurs»);

— retrait de tous les membres qui constituent le Syndicat sauf un membre (lacune du CGCT relevée par le Conseil d'Etat dans un récent arrêt).

### La suppression des nouveaux Pays

Le texte prévoit de supprimer la possibilité de créer de nouveaux Pays au sens de la loi du 4 février 1995 (loi Voynet).

(Suite et fin dernière page)

# Acte de décès de la Transnavarraise

*Le Conseil général met fin au projet de Transnavarraise. Daniel Olçomendy, maire d'Ostabat et président de LEIA, est satisfait d'avoir, grâce à une mobilisation populaire exemplaire, mis en échec la réalisation de ce «couloir à camions» et entend améliorer les voies de communication avec la Navarre.*

**E**NBATA: **Voté en «Commission permanente», le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques met fin, le 29 juin 2009, à la convention avec le gouvernement de Navarre. En tant que président de l'association LEIA, qui mena le combat contre la Transnavarraise, êtes-vous satisfait?**

**Daniel Olçomendy:** On ne peut être que satisfait de voir acter officiellement l'arrêt de la convention signée le 12 mars 2003 pour la réalisation de l'étude d'APS (Avant-projet sommaire) de la liaison Pyrénées-Atlantiques/Navarre. C'est le fruit d'une mobilisation sans faille de tout un territoire. C'est l'aboutissement de dix ans de lutte. Effectivement, en 1998, les mêmes promoteurs de projet avaient déjà envisagé une autoroute qu'ils ont reconsidéré en 2X2 voies en 2003 devant la mobilisation populaire.

C'est toujours sous la pression de l'opposition que le 14 décembre 2007, la commission permanente du Conseil général a décidé de «mettre un terme au projet, du moins pour la partie française, et d'engager la procédure de résiliation de la convention de coopération transfrontalière ainsi que des marchés en cours».

En mars 2008, le gouvernement navarrais demande encore au Conseil général de reconsidérer sa décision de résilier la convention, mais le 13 juin 2008, au cours d'une réunion, il accepte finalement la décision de résiliation.

Le 29 juin 2009, c'est l'officialisation de résiliation de la convention et le bilan financier.

**Enb.: Peut-on définir le coût, à ce jour, du projet abandonné?**

**D. O.:** Le rapport 207 de la réunion de la Commission permanente du 29 juin donne des précisions concernant le bilan financier.

Les deux partenaires ont réalisé le projet INTERREG III A France/Espagne 2000-2006 «Etude préalable au projet de liaison PA-Navarre dont le chef de file est le Conseil général 64 et le coût total est de 1.942.181.84€».

Le montant FEDER (aides européennes) s'élève à 582.654.55€.

L'autofinancement restant à la charge du Département 64 est de 759.527.29€ et celui affecté au gouvernement de Navarre est de 600.000€.

Le rapport précise également que le bilan financier fait apparaître un solde

de 67.780€ au bénéfice de l'administration de la Communauté forale de Navarre.

Nous dénoncions dès le début ce coût exorbitant et cette orientation budgétaire aberrante.

**Enb.: Comme président de LEIA et maire d'Ostabat-Asme, comment avez-vous vécu l'immense mobilisation populaire qui a fait obstacle à la Transnavarraise? Pouvez-vous en décrire les principaux moments?**

**D. O.:** La mobilisation populaire contre la Transnavarraise a été historique en Basse-Navarre. Le paroxysme de la lutte a été la manifestation à Saint-Palais avec 5.000 personnes le 30 décembre 2006. De très nombreuses

Lasserre avec des ballots de paille à Arhansus ou le réveil à 5h du matin de M. Aguerre chez lui par une sono hurlant les bruits de camions. Les manifestations populaires de Garazi, Bidaxune et Donapauze ont connu un soutien massif et croissant. La traversée de la Basse-Navarre à vélo, à pied, à cheval, en tracteur ou en voiture dans le but d'informer les villages a également été une mobilisation mémorable.

Nous n'oublierons pas non plus les réunions publiques au contact de la population et les innombrables soirées de débat en conseil d'administration pour prendre les décisions les plus adaptées.

Les cahiers tenus et toujours conservés en mairie afin de recueillir l'avis

Cette même presse n'évoque toujours pas dans ses colonnes l'arrêt définitif du projet de Transnavarraise.

Le point le plus douloureux est sans aucun doute la perte d'un compagnon de lutte, Ferranddo, Maire de Lasse, qui s'est littéralement rendu malade avec ce projet destructeur et en a perdu la vie.

**Enb.: Pensez-vous que le gouvernement navarrais, qui voulait créer un axe de grande circulation vers l'Europe, se satisfasse de cette rupture de convention avec le département?**

**D. O.:** C'est bien à contrecœur que le gouvernement foral de Navarre doit accepter la proposition de résiliation de la convention. Son projet était politique; il voulait un axe direct vers le nord de l'Europe à partir du nœud autoroutier de Pampelune afin d'éviter toute relation avec le gouvernement d'Euskadi.

Désormais, les promoteurs du projet de Transnavarraise comprendront que rien ne peut se faire contre l'avis des populations. 80% des territoires traversés de Basse-Navarre sont contre ce projet et les élections municipales de mars 2008 ont renforcé cette position.

**Enb.: Comment voyez-vous l'amélioration des relations avec la Navarre, sans courir le risque d'un couloir à camions?**

**D. O.:** Il est possible et nécessaire d'améliorer les trois voies existantes en relation avec la Navarre: celles d'Orreaga, d'Urkiaga et d'Izpegi.

Ces voies peuvent être aménagées, sécurisées sans concevoir le couloir à camions qui était prévu.

De plus, la problématique du transport non raisonné des marchandises devra être reconsidérée.

Plus que la fin d'une histoire, la lutte anti-transnavarraise doit s'inscrire comme une étape d'un changement des mentalités et des comportements dans notre société de consommation.



LEIA en conférence de presse

personnes ont manifesté pour la première fois. Il y a peut-être chez certains, un «avant transnavarraise» et un «après transnavarraise».

Les gens qui préfèrent toujours se ranger du côté du pouvoir se sont retrouvés minoritaires.

Les gens qui pensent que se mobiliser ne sert à rien et que les choses se feront de toutes manières se sont trompés.

Des gens qui hésitent à montrer leur opposition ont osés.

Les élus ont soutenu logiquement et démocratiquement l'avis des populations à une très grande majorité à l'exception de quelques communes d'Amikuze.

Les moments importants de la lutte sont nombreux. On pense bien évidemment aux actions surprises et symboliques comme le blocage de M.

de la population constituent une trace historique de l'hostilité quasi unanime au projet de la population. La participation au collectif des élus aura aussi été une étape très importante (19 communes sur 23 de Basse-Navarre délibèrent contre le projet de Transnavarraise).

Il y a eu malheureusement des moments difficiles dans la lutte. Des moments de doute devant l'entêtement des promoteurs du projet mais également de rage devant la position partisane et abjecte d'une presse qui n'a cessé de jouer le jeu du pouvoir.

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata	
● Avant-projet de la loi portant réforme territoriale	4,9 et 10
● Acte de décès de la Transnavarraise	11
Cahier n°2 «Alda!»	quatre pages de 5 à 8



# Jomuga

Jakes Bortayrou

**G**OIZEKO seietan hartu zuen txanda Gérard L.-ek karrikaren puntan aparkatua zen autoan. Zazpiak hamar gutti zen termosatik kafe sorta bat basora isuri zuelarik. Baina ez zuen sekulan dastatu. Jomuga momentu horretan bertan etxetik atera baitzen. Autoko leihotik kafea bota eta irratiko mikroa hartu zuen: «jomuga mugitzen da» erran zuen. Segundu batzuen buruan Pakoren boza ezagutu zuen irratian: «jomuga segitu eta jakinean atxik. Heldu gara». Pako sei hilabete lehenago ezagutu zuen, talde berezia osatu zelarik. Guardia zibila zen eta hamar urtez ari izan zen ETAREN kontrako borrokan, Madrilan lehenik eta gero Euskal Herrian bertan. Gaur egun talde bereziaren arduradunetakoa zen. Gérard L. gazteagoa zen. Bost urte lehenago DNAT-n sartu zen eta euskal dozierretan lanean hasi zen.

Jomuga etxe aitzinean segundo batzuk geldirik egon zen, ezker eta eskuin begiratu eta bere autoan sartu zen. Talde berezikoek espero zuten aukera ote? Aste bat abantzu eman zuten Bidarteko etxea zaintzen, gau eta egunez jomugarengana hurbiltzeko baldintzen zain. Baina gutti ateratzen zen. Arbonako bidea hartu zuen. Gérard L.-ek Pako abisatu zuen. Miarritzeko aireportu ondoko hotel batean egoiten ziren talde berezikoak eta zuzenki Arbonara joanez gero, parez pare topatuko zuten jomuga. Egin beharrekoa egin zezaketen orduan.

«Ofentsiba estrategikoa» izen ponposa eman zioten espainolek aferari. ETA-ren kontrako Madrilako arduradunek azken urteetako eboluzioak aztertu zuten eta erakunde armatuari behin betikotz gaina hartzeko aukera bazutela konbentzituak ziren. Horretarako informazioa zen gakoa edo hobeki erran informatzaileak. Erakunde arrunt ahuldu eta isolaturik ikusten zuten eta haren militanteen gogoa araberakoa izan behar zela uste zuten. Medioak ezarri gero, informatzaileak bil zitezkeen. Horretarako beldurra, presioa eta indarra erabili behar zen lotsarik gabe. Espainolak Hegoaldeko probintzietan taktika aplikatzen hasi ziren eta frantses polizia arduraduneri gauza bera egiteko proposatu zieten. Capbretoneko tiroketaren ondotik frantsesak konbentzituak izan ziren eta talde berezia sortzea deliberatu zuten, informatzaileak kosta ala kosta lortzeko. Jomugak

hatxua erreala izan behar zen eta behar izanez gero bete behar zen, beste batzuen gehiago beldurtu eta hobeki konbentzitzeko. Jomuga bera edo bere familiako bat hamar urtez bederen preso sartzeko arriskua adibidez. Jomuga gehienak preso ohiak ziren

«Egiazko gertakariekin izan daitezkeen antzekotasun oro nahitara eginak dira»

eta normalean arriskuak funtzionatu behar zuten. Bidarteko etxean bizi zen jomuga Espainiatik ihes egin zuen eta zazpi urte preso egon zen Frantzia. Anaia kartzelan hogei urte pasa ondoren, ateratzekotan zen baina Parot izeneko prozedurarekin kondena hamar urtez luzatzen ahal zioten. Xantaia gaitza jomugari begira.

Hamar minutu eskas pasatu ziren Bidarteko karrika utzi zutenetik. Tenore honetan auto gutti gurutzatzen ziren Arbonako bidean. Egunsentia zen eta bazterrak argitzen hasi ziren. Gérard L.-ek jomugaren autoa ehun metroan segitzen zuen eta etengabe komunikatzen ari zen Pakoren taldearekin. «Orain harrapatu behar dugu» erran zion honek. Ados zen Gérard L. Arbonako plazatik kilometro bat falta zela irundik ikusi zuen Pakoren autoa hurbiltzen. Gero gertakariak mekanikoki lotu ziren, hamaika aldiz aipatu eta erreplikatu zuten bezala, zenario desberdinak kontutan hartuz. Gérard L.-ek abiadura azkartu zuen jomugara hurbiltzeko. Pako ezkerrean joanez eta argi luzeak pizturik, jomuga geldiaraztea behartu zuen. Denak batera autoetatik atera eta jomugaren autoa inguratu zuten. Pako atea ireki eta bortxaz autotik atera zuen. Jomuga erreaktorik gabe gelditu zen baina ikara nabaritzen zen bere begitartean. Bultzaka Pako eta beste batek Gérard

L.-en autoan sartu zuten jomuga eta beste guardia zibil bat jomugaren autoan sartu zen. Minutu bat barne hiru autoak abian ziren berriz Senpereko oihanera buruz.

Gidatzen zuen bitartean, ispiluan Gérard L.-ek gibelako aulkian bi espainol polizia artean jarria zen jomuga begiratzen zuen. Pako eta besteak beso bana atxikitzen zioten eta noiztenka kolpeak emaiten, sabelan, hankartean. «Jilipoyas-maricon-hijoputa» litania errepikatzen zion Pakok. Hats hantua zen jomuga eta izerdiz blai, nahiz eta apirilako goiza freskoa izan. Momentu baten buruan, aurretik begiztatu zuten oihaneko bideska batean sartu ziren eta bide nagusitik urrundu ondoren gelditu ziren. Auto barneko temperatura apaltzeko leihoak ireki zituzten. Itant batez isiltasuna nagusitu zen, jomugak botaturiko koroka batek hautsi zuena. Ahoa irekitzen zuten tarteka baina hitzik ez zitzaion ateratzen. Hiru polizia elkari begiratu zioten. Jomugaren begiak goiti joan ziren eta burua Pakoren sorbaldan pausatu zuen, lokartu balitz bezala. Bi guardia zibilek inarrosi zuten, irain eta mehatxuen artean. Jomugak ez zuen erreaktorik erakutsi. Autotik atera, zafllakoak eman baina alferrik. «Kauendios-putamadre» andana bota ondoren Pako lurrean erortzen utzi zuen jomuga eta belaunikatuz atorra ireki zion. Makurtu zen jomugaren bularrean bere belarria kolatuz, Gérard L. eta beste lau polizia inguruan zituela. Burua altxatu zuelarik, denek ulertu zuten.

Udaberriko eguzki goxoak Saint Michel boulevardeko ostatuko terraza berotzen zuen. Gérard L.-ek kafearen azken sortu hurrupatu zuen eta azken orduetako gertakarietaz pentsatu. Duela bi egun, arazo bat gertatu zela telefonoz erran bezain laster DNAT-ko arduradunak Parisera berehala etortzeko erran zion, espainol arduradunekin urjentziatzko bilkura konbokatuta aintzin. Dena xeheki kontatu zion Gérard L.-ek eta arduradunaren haserrearen jasan behar izan zuen luzaz. Momentu franko desatsegina izan zen baina orain bukatua zen. Lekuorik ez, az-tarnarik ez. Afera horretan geldituko zen. Gérard L.-ek lau egun opor bazituen Euskal Herria itzuli aintzin, jomuga berri baten zelatatzen hasi aintzin. Nagiak atera zituen eta «Bulmich» gora eta behera ibiltzen zirenei so gelditu zen.

(Suite et fin de l'Avant-projet de loi, de la page 10)

## 5. Approfondissement de l'intercommunalité

### La facilitation de l'exercice et des transferts de compétences

Le texte prévoit diverses mesures pour faciliter la gestion des compétences et l'intégration du territoire:

- Transfert automatique du pouvoir de police du maire pour les compétences exercées par tout EPCI à fiscalité propre.
- Les transferts de compétences, actuellement décidés à la majorité renforcée, pourront être décidés par un vote à la majorité simple représentant au moins la moitié de la population.
- Le texte prévoit de faciliter la définition de l'intérêt communautaire et d'homogénéiser son mode de définition: cette définition serait désormais confiée au seul Conseil communautaire, et à la majorité simple.

### Le transfert de la compétence urbanisme aux communautés de plus de 30.000 habitants

- Le texte prévoit une compétence de plein droit des communautés de communes de plus de 30.000 habitants et des communautés d'agglomération en matière de PLU (extension du régime applicable au CU).
- Ce transfert n'interviendrait que dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi et après achèvement de toute révision ou modification engagée avant cette promulgation.

### La mutualisation des moyens humains et matériels

- Le texte facilite la mutualisation des moyens entre communes et EPCI:
- Un EPCI et celles de ses communes

membres qui le demandent peuvent constituer des services communs, pris en compte dans le calcul de l'attribution de compensation. Les services communs sont gérés par le président de l'EPCI, les agents communaux sont de plein droit mis à disposition; en fonction de la mesure réalisée, les services sont placés sous l'autorité hiérarchique du maire ou du président de l'EPCI.

- Auparavant limité par le principe d'exclusivité, ce principe de mutualisation de biens matériels est rendu possible nonobstant l'absence de compétence statutaire en rapport avec la nature des matériels concernés.

### La mutualisation de la DGF et de la fiscalité locale

- Les EPCI peuvent décider de mettre en commun la DGF et le produit des quatre taxes directes locales.

● Le texte prévoit la possibilité d'instaurer, sur délibération concordante du conseil communautaire et

de 2/3 des communes représentant 2/3 de la population une DGF territoriale qui se traduirait par une perception de la DGF par l'EPCI en lieu et place des communes, avec dotation de reversement aux communes, dont les

règles de répartition relèvent du conseil communautaire mais seraient encadrées par la loi.

- De même le texte prévoit la possibilité d'instaurer une unification des 4 taxes directes locales (sur le modèle de la TPU). Les modalités d'une telle évolution sont renvoyées à l'examen d'une prochaine loi de Finances, ces modalités relevant du CGI et non du CGCT.

Les nouveaux transferts de compétences seraient décidés à la majorité simple et non plus à la majorité qualifiée.

Les communautés de communes de plus de 30.000 habitants et les communautés d'agglomération seraient compétentes de plein droit en matière de PLU.